

Série

2/2

CONGO

Le 17 janvier 1961, Patrice Lumumba était fusillé sur ordre d'un officier belge. Soixante ans après sa mort, l'homme est toujours une icône auprès de nombreux Congolais, y compris de la jeune génération. Figure de l'indépendance et « premier héros national ».

La passion Lumumba, chronique

Dès le lendemain de l'indépendance, une multitude de pièges sont dressés contre le Premier ministre Lumumba. Un engrenage implacable qui aboutira six mois plus tard à son assassinat.

COLETTE BRAECKMAN

La fête est bien finie : au lendemain du 30 juin, le général Janssens, commandant en chef de la Force publique, écrit sur un tableau noir : « Avant l'indépendance = après l'indépendance ».

Soldats et officiers se rebellent. Joseph Désiré Mobutu est nommé colonel et chef d'état-major. Le Premier ministre Lumumba décide de l'africanisation de l'armée mais, dès le 8 juillet, des rumeurs de viol d'Européennes provoquent un exode massif vers la Belgique. Le 9 juillet, le gouvernement belge décide d'intervenir au Congo et le 11, le Katanga, province du cuivre, déclare son indépendance. Considérant l'intervention belge comme une agression extérieure, les dirigeants congolais demandent à l'ONU d'agir en urgence. Le 9 août, le Kasai d'Albert Kalonji se proclame à son tour indépendant.

Désireux de plaider sa cause à New York et Washington, le Premier ministre Lumumba se rend aux États-Unis, la presse belge se déchaine. Marcel De Corte, professeur de philosophie morale, réclame dans *La Libre Belgique* « un geste viril qui délivrera la planète de son culot sanglant » et le même journal commente, dans un sous-entendu insultant : « A Blair House (où sont logés les invités de la Maison-Blanche, dont Lumumba), une vieille dame s'occupe des hôtes. Elle est blanche. Pourvu que rien ne lui arrive. »

Lumumba rentre bredouille de Washington : en ces temps de guerre froide, il n'a pas convaincu.

En août, des casques bleus interviennent au Katanga, Lumumba proteste ; Andrew Cordier, l'adjoint de Hammarskjöld, secrétaire général de l'ONU, assure que « si N'Krumah, le président du Ghana, est le petit Mussolini de l'Afrique, Lumumba est son petit Hitler » et prône un changement à la tête du gouvernement. Des tracts (payés par les Belges) sont distribués dans la cité de Léopoldville : « Lumumba va vendre vos femmes à la Russie. »

Le 5 septembre, le président Kasa-Vubu démet son Premier ministre, Lumumba réplique en faisant de même et la Chambre comme le Sénat, à la suite d'un discours de Lumumba, rejettent la décision de Kasa-Vubu. L'Opération Barracuda visant à éliminer Lumumba démarre avec difficulté : depuis Brazzaville, Etienne Davignon, collaborateur du ministre des Affaires étrangères Wigny, constate que l'homme n'est pas encore hors d'état de nuire.

Alors que Bruxelles a débloqué 20 millions de FB pour payer les soldes des militaires congolais, le colonel Mobutu annonce le 14 septembre qu'il met les politiciens en congé. Il les remplace par un « collègue des commissaires », de jeunes intellectuels déjà repérés lors de la Table ronde, comme Justin Bomboko, Albert Ndele, Marcel Lihau et Etienne Tshisekedi, qui deviendra ministre de la Justice et signera l'ordre d'arrêter Lumumba.

Puisqu'il s'agit d'empêcher Lumumba de tenir des meetings devant des foules

enthousiastes, le colonel Mobutu décide le 9 octobre de faire encercler son domicile. Un double cordon se déploie, des soldats congolais et des casques bleus. Privé de téléphone et de contacts, le Premier ministre est exilé dans son propre pays.

« Le mettre hors d'état de nuire »

Pendant ce temps, le Katanga sécessionniste peine à s'imposer. Il est considéré comme le vassal des Belges, d'autant plus qu'un « bureau conseil » composé de Belges assiste le nouveau président Moïse Tshombe. Entre-temps, le comte d'Aspremont Lynden, proche du Palais, est devenu ministre des Affaires africaines et il donne des ordres aux Belges dépêchés au Katanga : « Éliminer définitivement Lumumba, le mettre hors d'état de nuire. » Lawrence Devlin, ami de Mobutu et chef d'antenne de la CIA à Kinshasa, partage cet avis et un certain Gottlieb, employé par l'agence, échoue à déposer du poison sur le dentifrice du détenu.

Le 27 novembre, profitant d'une pluie battante, Lumumba réussit à s'échapper, dissimulé dans la voiture qui ramène ses domestiques. Il espère gagner Stanleyville et presque sans se cacher, revendiquant sa légitimité, il atteint Kikwit. Tout au long de la route, les villageois le reconnaissent, l'acclament. Il ne résiste pas à la tentation de tenir des meetings et cela alors qu'un avion de la CIA survole la zone.

À Lodi, sur la rive gauche de la rivière Sankuru, le convoi est sur le point d'être rattrapé par les militaires congolais. Lumumba et quelques ministres, dont Pierre Mulele et Mathias Kamishanga, traversent en pirogue. Lumumba s'aperçoit qu'il a laissé sur la berge son épouse Pauline et son petit garçon Roland et il décide de faire demi-tour pour aller les chercher. Il est alors capturé, des casques bleus arrivés sur les lieux ayant refusé de le prendre sous leur protection.

Ramené à Kinshasa, l'ex-Premier ministre est frappé et bousculé et Mobutu, son ancien ami, regarde la scène sans intervenir. Le 3 décembre, le visage marqué par les coups, Lumumba est transféré au camp Hardy, à Thysville. Maltraité, mal nourri, portant les mêmes vêtements depuis 35 jours, il proteste auprès de l'ONU qui le garde et le surveille. Il parle aussi aux militaires de l'ANC, ses gardiens, et la Sûreté belge s'en inquiète car elle connaît ses capacités de conviction. Le 4 janvier, Bruxelles envoie à Léopoldville un télégramme pressant : il faut trouver une solution « solide » au problème Lumumba. De fait, la situation n'est pas sous contrôle au Katanga tandis que les Baluba du Kasai se révoltent, les forces nationalistes se réorganisent. Détenu dans des conditions sévères, Lumumba n'est pas encore vaincu. L'idée de transférer le détenu au Katanga, où se trouvent ses pires ennemis, gagne du terrain.

Jacques Brassine, qui se trouve alors à Elisabethville comme membre du « Bureau-Conseil », nous confirme que « les Belges qui assistent Moïse Tshombe ne sont pas favorables à l'idée de voir arriver ce "colis" pour le moins encombrant ». Cependant lorsqu'une rébellion militaire éclate à Thysville, Lumumba en est tenu pour responsable et la décision s'impose : c'est bien au Katanga qu'il faut l'envoyer. Même si on se rappelle l'avertissement de Godefroid Munongo, descendant de l'empereur M'Siri et ministre de l'Intérieur de Tshombe : « S'il met les pieds dans notre province, c'est un homme mort. »

« Demande au Juif d'accueillir Satan »

Le 14 janvier, le colonel Marlière, conseiller de Mobutu, envoie un message codé à Elisabethville via Brazza : « Demande au Juif (Moïse Tshombe) d'accueillir Satan (Lumumba). » À Bruxelles, le ministre des Affaires africaines Harold d'Aspremont Lynden n'a

pas d'états d'âme : il souhaite une « élimination définitive » et, le 16 janvier, il ordonne le transfert du captif.

Deux autres Congolais embarquent en même temps que Lumumba, l'ex-ministre des Sports Maurice Mpolo, 32 ans, et Joseph Okito, 59 ans, ancien vice-président du Sénat, tombés entre les mains des soldats de Mobutu. Durant tout le vol, les prisonniers subissent de graves sévices : coups dans le ventre, barbe et touffes de cheveux arrachés.

Dérangé par le vacarme, l'équipage belge s'inquiète pour la stabilité de l'avion et finalement décide de verrouiller le cockpit pour ne plus entendre les cris.

À Elisabethville, Jacques Brassine, aux côtés d'autres « Katangaleux » (Belges du Katanga), voit débarquer les détenus : « Visiblement, ils ont été maltraités mais ne sont pas mourants et sont emmenés à la maison Brouwez, non loin de l'aéroport. Des officiels katangais,



Arrestation de Patrice Lumumba par les forces mobutistes. © UPI

souvenir La population congolaise garde

C.B.

Aux yeux de tous, il est le père de l'indépendance, le martyr de la cause nationale. Pour le politologue Jean Omasombo, le personnage de Lumumba est indissociable de celui de Léopold II : « Ce sont les deux hommes qui ont le plus marqué l'histoire du pays. L'un a créé ce vaste espace appelé Congo, sa propriété personnelle, en délimitant nos frontières, et l'autre a créé l'identité nationale. Ce sont les deux figures tutélaires du pays, certes opposées. »

« Figure mythique, mort jeune, Lumumba n'a pas eu le temps d'être usé par les dures réalités du pouvoir », explique Jean-Claude Mputu, animateur du mouvement « Le Congo n'est pas à vendre ». « Il n'a pas été abîmé par le temps et le caractère tragique de sa mort a renforcé son image, demeurée intacte... »

De l'exemple de Lumumba, chacun a

retenu ce qu'il lui importait. C'est ainsi qu'à Kinshasa, Dany Singoma, (animateur de l'ONG Laïcité et humanisme en Afrique centrale) souligne que « Lumumba est toujours actuel car il est le symbole de l'unité nationale. Aujourd'hui que la menace de balkanisation du pays demeure bien réelle, nous nous souvenons de Lumumba, qui fut confronté à la sécession du Katanga et du Kasai alors que nous devons toujours faire face aux guerres qui, à l'est du pays, ne se terminent jamais. Elles sont sans doute inspirées par le même appétit pour nos ressources que durant les années 60... ».

Un modèle

Au Katanga aussi le souvenir de Lumumba est demeuré puissant. Patrick Mundeke, conseiller de Moïse Katumbi, considère Lumumba comme un modèle : « Ses seules ambitions portaient sur le pays, pas sur son sort personnel ; au contraire des politiciens d'aujourd'hui... »